



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Novembre 2015

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie

Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

Sommaire

INTERNATIONAL - POLITIQUES AGRICOLES.....	2
SOCIETE - ALIMENTATION.....	5
BIOECONOMIE.....	7
SECURITE SANITAIRE.....	9
COLLOQUES.....	10
OUVRAGES.....	11
BRÈVES.....	13
EVENEMENTS A VENIR.....	16

INTERNATIONAL - POLITIQUES AGRICOLES

Accord trouvé dans le cadre du Partenariat TransPacifique

Après cinq ans de négociations, les ministres du Commerce des douze pays parties au Partenariat TransPacifique (TPP) (Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam) sont parvenus à un compromis le 5 octobre. En 2014, les pays membres recevaient 42 % des exportations agricoles américaines, soit 63 milliards de dollars. Avec cet accord, l'agriculture américaine devrait bénéficier d'ouvertures tarifaires, de la suppression de barrières sanitaires et phytosanitaires et du renforcement de la protection commerciale de la propriété intellectuelle des marques par les autres parties.

Ayant accepté de libéraliser 92 % de leurs lignes tarifaires pour les produits agricoles, les États-Unis ont obtenu en contrepartie de nouvelles ouvertures tarifaires, notamment au Japon, en Malaisie et au Vietnam qui représentent les principales opportunités pour les exportations agricoles américaines. Une ouverture de marchés spécifiques pour certains produits fait également partie du compromis, notamment pour les produits laitiers et la volaille au Canada. Des périodes de transition allant jusqu'à 30 ans et des mesures de sauvegarde (ex : poudre de lait entier et écrémé et certains fromages pour les États-Unis) sont prévues.

L'accord du TPP reprend l'accord Sanitaire et PhytoSanitaire (SPS) de l'OMC et y inclut de nouvelles règles. Il encourage également la coopération pour la reconnaissance des normes « agriculture biologique » entre les pays partenaires et fixe les conditions de coexistence entre marques commerciales, collectives ou de certifications et les indications géographiques, tout en prévoyant des conditions d'opposition à ces dernières. Le TPP est par ailleurs le premier accord de libre-échange incluant un volet sur les biotechnologies en agriculture, l'amélioration de la transparence des processus d'autorisation étant prévue.

Le TPP n'entrera en vigueur que si six des États parties, représentant au moins 85 % du PIB total des signataires, le ratifient (États-Unis et Japon représentant respectivement 65 % et 16,6 % de ce PIB), les autres membres pouvant alors se joindre au partenariat ultérieurement. Le texte complet du TPP devrait paraître dans les semaines à venir.

Christophe Malvezin, Service Agricole et Agroalimentaire, Ambassade de France aux États-Unis

Source : *United States Trade Representative*

<https://ustr.gov/tpp/>

Un Brexit aurait des conséquences majeures pour les agriculteurs britanniques... et aussi pour la PAC

Alors que les citoyens britanniques auront à s'exprimer prochainement par voie référendaire sur leur souhait de voir le Royaume-Uni rester ou non membre de l'UE, une [étude](#) publiée par *Agra Europe* prédit des effets majeurs d'un Brexit sur l'agriculture du pays, et plus largement sur la PAC.

Avec une sortie de l'UE, les agriculteurs britanniques ne seraient plus éligibles aux subventions de la PAC. Malgré la mise en place probable d'un système d'aides nationales, les auteurs estiment, sur la base des analyses publiées par le gouvernement, que l'enveloppe annuelle des aides destinées aux agriculteurs passerait de 5,5 milliards à 1,5 milliard d'euros environ. Le rapport conclut que seules 10 % des exploitations britanniques seraient en mesure de survivre à un tel choc, en raison de la forte dépendance aux aides européennes, mais aussi de la baisse du prix du foncier qui s'ensuivrait. Les agriculteurs écossais seraient les plus affectés, ce qui pourrait contribuer à nourrir les tensions indépendantistes.

Le Brexit aurait aussi pour conséquence de rendre plus difficile le commerce de produits

agroalimentaires avec les pays de l'UE. Or l'agriculture britannique est fortement dépendante des marchés communautaires. Dans la mesure où l'Irlande et les Pays-Bas ont de forts intérêts dans l'export vers le Royaume-Uni, un accord de libre-échange pourrait être négocié, mais les auteurs jugent que cela prendrait plusieurs années. L'incertitude engendrée serait susceptible de détourner les investissements privés, alors même que le pays accueille aujourd'hui plus de sièges de multinationales agroalimentaires que l'Allemagne, la France, la Suisse et les Pays-Bas réunis.

Enfin, la sortie du Royaume-Uni de l'UE aurait des effets sur la PAC. Sur le plan budgétaire, elle représenterait un coût pour les 27 autres États membres puisque la contribution nette du Royaume-Uni s'élève actuellement à 12 % du budget total. Sur le plan politique, un Conseil des ministres qui ne comprendrait plus le Royaume-Uni serait susceptible, selon les auteurs, d'affaiblir le camp des pays libéraux qui a poussé historiquement en faveur d'une orientation de la PAC vers le marché.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Sources :

The Guardian

[http://www.theguardian.com/world/2015/oct/24/britain-eu-exit-devastate-farmers-study?](http://www.theguardian.com/world/2015/oct/24/britain-eu-exit-devastate-farmers-study?CMP=share_btn_tw)

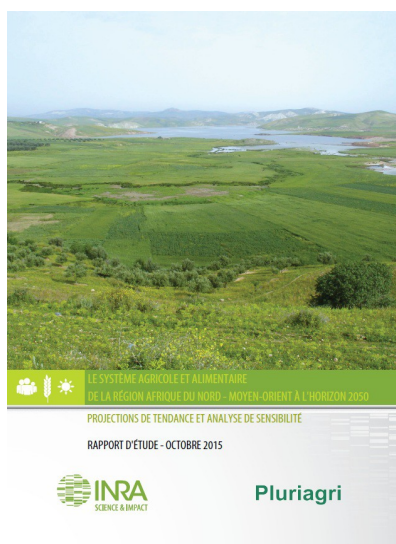
[CMP=share_btn_tw](http://www.theguardian.com/world/2015/oct/24/britain-eu-exit-devastate-farmers-study?CMP=share_btn_tw)

Agra Europe

<https://store.agra-net.com/reports/eu15.html>

Afrique du Nord – Moyen-Orient à l'horizon 2050, vers une dépendance accrue aux importations agricoles

L'INRA et Pluriagri ont organisé le 28 octobre un [colloque](#) pour présenter les résultats d'une étude prospective sur la sécurité alimentaire en Afrique et au Moyen-Orient à l'horizon 2050. En se basant sur une analyse rétrospective de la période 1961-2011, ce travail propose des simulations en modulant les différentes composantes des bilans emplois-ressources des systèmes agricoles et alimentaires de la zone. Le modèle GlobAgri-Pluriagri, adaptation pour cette étude du modèle d'[AgriMonde](#), est utilisé pour ce faire.



L'étude développe tout d'abord deux scénarios tendanciels, réalisés à l'aide d'un prolongement de tendances pour le premier, et d'un prolongement de tendances avec accentuation des effets du changement climatique pour le second. Plusieurs scénarios alternatifs sont ensuite successivement construits :

- d'abord avec une évolution de l'offre domestique favorable, soit par compensation des effets du changement climatique par l'amélioration des rendements végétaux et des efficacités animales, soit par augmentation des surfaces irriguées ;
- puis avec une modification du niveau de la demande alimentaire : évolution démographique, rattrapage nutritionnel, combinaison des deux ;
- ensuite avec une modification des caractéristiques de la demande alimentaire, par une « occidentalisation » ou par un « retour » à la diète méditerranéenne ;
- enfin avec une limitation des pertes et des gaspillages.

Les simulations montrent que la dépendance alimentaire va s'accroître (à l'exception de la Turquie dans certains scénarios), et ce d'autant plus que les effets du changement climatique seront importants. Par ailleurs, les différents leviers envisagés ne peuvent avoir d'impact significatif seuls mais devraient être combinés. Ceci suppose la mise en place de politiques nationales fortes, ainsi que des mesures internationales vigoureuses en ce qui concerne le changement climatique. Ainsi, dans cette région du monde déjà dépendante à 40 % des importations pour se nourrir, l'étude donne l'occasion de s'interroger sur les leviers qui permettent de réduire ou à l'inverse qui risquent d'augmenter la facture alimentaire.

Claire Deram, Centre d'études et de prospective

Source : INRA

<http://institut.inra.fr/Missions/Eclairer-les-decisions/Etudes/Toutes-les-actualites/Pluriagri-Afrique-du-Nord-Moyen-Orient-2050-Dependance-alimentaire>

Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan

Le 15 octobre, 100 villes des cinq continents ont signé le [Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan](#). Dans le cadre de l'exposition universelle, Milan a en effet voulu mettre en œuvre un protocole international engageant les grandes villes dans le développement de systèmes alimentaires durables et équitables. Pour ce faire la ville a, dès septembre 2014, mis en place et animé un réseau international de partage d'expériences, entre une quarantaine de grandes villes, dans l'objectif d'élaborer le contenu du pacte. L'initiative a également bénéficié du soutien de différentes organisations internationales telles que la FAO et les Nations unies.

Le texte est un engagement des villes à travailler au développement de systèmes alimentaires durables, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés. Il propose également un cadre d'action pour une politique alimentaire urbaine organisé en cinq thématiques techniques : assurer un environnement propice à une action efficace, assurer l'équité sociale et économique, appuyer la production alimentaire, l'approvisionnement et la distribution alimentaire, et prévenir le gaspillage. Chaque thématique regroupe des propositions d'actions stratégiques laissées au volontariat des villes participantes. Insistant sur la nécessité d'avoir une approche systémique globale et de favoriser le travail entre les différentes administrations de la ville, le texte ouvre de nombreux champs à investir : agriculture urbaine et péri-urbaine, agroécologie, circuits courts, politique des marchés publics, contribution du secteur informel, récupération et redistribution d'aliments, etc.

Cette initiative est un signal de plus de la volonté croissante des villes de se poser en tant qu'acteurs incontournables des systèmes alimentaires. À un niveau « local », cela se traduit par la multiplication des politiques et programmes alimentaires dans différents pôles urbains. Mais ces derniers se positionnent également de plus en plus sur la scène internationale, développant une « politique étrangère » et revendiquant leur place et des marges de manœuvre dans les débats et actions internationales.

Claire Deram, Centre d'études et de prospective

Source : *Food Policy Milano*

<http://www.foodpolicymilano.org/en/urban-food-policy-pact-2/>

Statistique agricole, facteur humain et enjeux politiques : une perspective chinoise

La révolution technologique autour de la collecte et la gestion des données statistiques et non-statistiques a tendance à faire oublier l'importance du facteur humain dans la conception d'un bon système de statistique agricole. Publié dans la collection des *Working Paper* de l'IDDRI, l'analyse menée par Marie-Hélène Schwoob ([voir sur cette auteure un autre billet sur ce blog](#)) sur le système statistique agricole chinois est riche d'enseignement.

Suite à la crise des prix agricoles de 2008, la question de la transparence des marchés est revenue au centre des préoccupations internationales. Le Système d'Information sur les Marchés Agricoles (AMIS), créé en 2011 lors du G20, pallie ce problème dans la mesure des données disponibles. L'auteure montre qu'en Chine, les freins à la transparence statistique sont d'ordres humain et politique, et que les difficultés administratives, le consensus politique, les acteurs parapublics, les acteurs privés des marchés sont autant de paramètres qui influent sur la collecte, l'analyse et la transmission des données agricoles, en particulier de récolte, de prix et de stock. Par exemple, les cadres locaux, responsables entre autres de la collecte des données, sont évalués en fonction de leur capacité à atteindre des objectifs de production agricole régionale. Les données sur les stocks de grains, collectées par Sinograin, conditionnent également l'accès de cette agence à des subventions. Dans ces deux cas, il apparaît que les incitations financières liées aux gérants de bases de données ne favorisent pas la transparence et l'objectivité du système.

L'auteure identifie ensuite plusieurs pistes de changement. La participation accrue de la Chine aux instances de gouvernance internationale – OMC, PAM, FAO – devrait l'inciter à restructurer son système statistique vers plus de transparence. L'émergence du *Big Data* agricole sur les plus grosses exploitations chinoises (ex : capteurs pouvant informer sur les volumes collectés, sur l'état de la récolte) pourrait également susciter de nouveaux acteurs du recueil de données à grande échelle, perturbant encore plus les jeux d'acteurs actuels et les instances de gouvernance.

Gaétane Potard-Hay, Centre d'études et de prospective

Source : IDDRI

<http://www.iddri.org/Publications/The-political-dimension-of-agricultural-markets-information-views-from-within-China>

SOCIETE - ALIMENTATION

Enseignements de l'enquête *Emploi du temps* sur la vie quotidienne en France depuis 1974

Le dernier numéro de la revue de l'Insee *Économie et Statistique* comporte un dossier sur l'enquête *Emploi du temps* 2010. Cette enquête, réalisée à cinq reprises depuis les années 1970, « décrit de façon précise l'usage que les individus font de leur temps, renseignant non seulement sur les activités effectuées, mais aussi leur durée, le moment et le contexte de leur déroulement ». Dans [un des articles](#), Cécile Brousse compare quatre enquêtes (1974, 1986, 1998 et 2010) et « dresse un panorama historique des emplois du temps de la population des adultes vivant en zone urbaine ». Elle met notamment en évidence une diminution, de 10 heures par semaine, du temps de travail total (rémunéré ou non), chez les citoyens : réduction des activités professionnelles chez les hommes, des activités domestiques chez les femmes.

Parmi les nombreux enseignements présentés, l'« offre de repas » est abordée. Le « temps moindre pour les femmes passé à faire la vaisselle (- 3 h par semaine) et à cuisiner (- 2 heures par semaine) » contribue à la baisse plus générale du temps domestique, sachant que celui que les

hommes y consacre est en légère augmentation. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse : « augmentation continue du taux de ménages équipés d'un lave-vaisselle » (de 5 à 45 % entre 1974 et 2010) et évolutions des ustensiles de cuisine (revêtement antiadhésif, silicone, robots ménagers) ; « augmentation du nombre de repas pris à l'extérieur », y compris dans les classes populaires et, pour la période récente, développement du portage des repas pour les personnes âgées ; « augmentation de la consommation de produits transformés », en lien avec l'évolution de l'équipement en congélateurs et fours à micro-ondes. Ainsi, « il semblerait que dans la période [...] récente, les pratiques alimentaires des Français se soient rapprochées de celles en vigueur dans les autres pays occidentaux (baisse de la durée de la confection des repas et du nombre de repas pris au domicile) ».

On retiendra également un encadré consacré à la vie quotidienne des ruraux, exclue de l'analyse générale car le champ de l'enquête de 1974 ne portait que sur des ménages urbains. Sur la période 1983-2010, C. Brousse montre que les modes de vie des ruraux et des urbains ont « connu les mêmes transformations », même si le rythme en a été différent.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

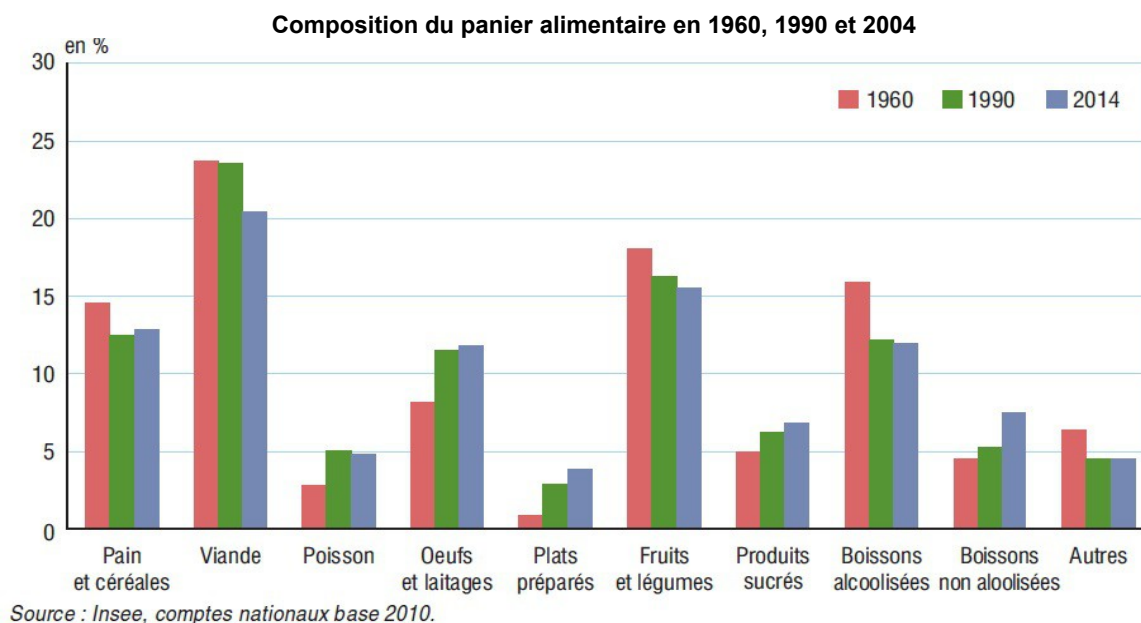
Source : Insee

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?reg_id=0&ref_id=ECO478

Retour sur 50 ans de consommation alimentaire

En octobre, l'Insee a publié une note, dans sa collection *Insee Première*, intitulée *Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée, mais de profonds changements*. Mobilisant plusieurs sources, dont les comptes nationaux en base 2010 et l'enquête Budget des familles 2011, cette publication montre que, depuis 1960, la part de la dépense de consommation consacrée à l'alimentation par les ménages français diminue et est passée de 34,6 % à 20,4 % en 2014 (soit 232 milliards d'euros), en lien avec l'augmentation du niveau de vie moyen. Sur cette période, si la consommation en volume par habitant a augmenté de 1,1 % par an en moyenne, cette dynamique est deux fois moins rapide que celle des dépenses de consommation prises dans leur ensemble alors que les prix connaissent une évolution similaire à ceux de l'ensemble de la consommation.

En cinquante ans, la composition du panier alimentaire (*ie* la composition de la dépense alimentaire à domicile) a fortement évolué : recul régulier de la part de la viande, des fruits et légumes, des pains et céréales, et des boissons alcoolisées ; croissance des plats préparés, produits sucrés et boissons non alcoolisées (cf. graphique ci-dessous). La viande reste la principale dépense (20 % du panier), mais est en diminution depuis les années 1980 : ce recul « provient à la fois de volumes et de prix moins dynamiques que ceux des autres composantes », et les crises sanitaires « ont aussi affecté la consommation, mais dans une moindre mesure » (effets de report de la viande incriminée vers d'autres viandes).



Source : Insee

Cette publication s'intéresse également à l'influence du prix et du pouvoir d'achat sur la composition du panier alimentaire, montrant notamment que l'« intensité de la réaction des ménages aux évolutions de prix dépend [...] de l'aliment considéré ». Sont traités par ailleurs l'influence des recommandations sanitaires sur la consommation des ménages, l'évolution de la consommation de vins et celle des dépenses hors domicile (passées de 14 % en 1960 à 26 % en 2014, soit 59 milliards d'euros). Enfin, on y trouvera une analyse des liens entre caractéristiques socioéconomiques des ménages et dépenses alimentaires (budget, composition du panier, consommation hors domicile).

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : Insee

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=4705®_id=0

BIOECONOMIE

La bioéconomie en Europe au cœur du 4^e exercice de prospective du SCAR

Le 8 octobre, le *Standing Committee on Agricultural Research* (SCAR) a présenté les résultats de son 4^e exercice de prospective, dont le rapport et les présentations sont disponibles [ici](#). Ce travail a comme objectif d'explorer, à l'horizon 2050, les conséquences du développement de la bioéconomie telle que définie par la Commission européenne, en se donnant comme contrainte la durabilité du système.

Dans un premier temps, les auteurs rappellent les principes qui sous-tendent ce développement de la bioéconomie et ses divers enjeux : sécurité alimentaire, ressources limitées, dépendance aux énergies fossiles, changement climatique, compétitivité. Ils insistent sur les priorités données à l'alimentation humaine, aux rendements soutenable, à « l'approche en cascade » et à la circularité (en particulier s'agissant de l'utilisation des déchets), et à la diversité des systèmes de production, de leurs échelles ainsi que de leurs produits.

Le rapport propose également un état des lieux distinguant différents secteurs : l'alimentation (humaine et animale), les matériaux et molécules à destination de la chimie, la forêt, le secteur énergétique (bioénergie et biocarburants). Les principales tendances en termes de technologies, de politiques publiques et de marchés y sont présentées.

À l'horizon 2050, 3 scénarios sont élaborés à partir d'hypothèses sur les moteurs contextuels que sont le changement climatique (vitesse d'évolution et capacité d'adaptation), la croissance économique et la situation géopolitique. Les autres variables clés sont la demande en biomasse (part des produits biosourcés), mais aussi la capacité à produire ces ressources. Les scénarios sont intitulés (cf. tableau ci-dessous) :

- « bio-modesty », où la demande en biomasse pour les matériaux et l'énergie est relativement faible, les autres technologies (sources solaire et éolienne) s'étant développées rapidement ;
- « bio-boom », avec une demande élevée pour la biomasse, soutenue par les secteurs non alimentaires et une production également importante ;
- « bio-scarcity », où la demande est forte, alors que l'offre en biomasse reste limitée, suite à des réticences face aux nouvelles technologies et des conséquences négatives du changement climatique, par exemple.

Le rapport se conclut sur un ensemble de recommandations pour la recherche, comme la prise en compte de la résilience ou des dimensions socio-culturelles.

Résultats du croisement entre scénarios de contexte et hypothèses sur l'offre et la demande en biomasse

Table 4.2: Relation between décor scenarios and biomass supply and demand

Décor scenarios (context)	Situation of biomass supply and demand
Danger: low growth and rapid climate change	Supply of biomass for the bioeconomy sector would be limited by the economic conditions and the mobilisation of the macroeconomic saving capacity for climate adaptation Low supply and low demand for biomass A 'bio-modesty'
Business as usual: low growth and low evolution of the climate	The frame is not an incentive to change Low supply and low demand for biomass A 'bio-modesty'
Difficulty: high growth and fast evolution of climate change	Growth would create good conditions for biomass supply and for demand too, even if the macroeconomic scenery appears to be difficult to manage High supply and high demand A 'potentially booming' situation or An insufficient supply to feed the demand creating a 'bio-scarcity'
Opportunity: high growth and low evolution of the climate	This frame creates conditions for a virtuous evolution, but not in an obligatory way. High supply and high demand — a potentially 'booming situation' ('bio-boom') or, High supply is possible but demand take-off is low creating a stagnation situation for bioeconomy ('bio-scarcity').

Source : SCAR

Elise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : SCAR

<https://ec.europa.eu/research/scar/index.cfm?pg=foresight4th>

L'EFSA apporte des données sur les risques potentiels liés à la production et à la consommation d'insectes

Suite à une saisine de la Commission européenne, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a publié le 8 octobre un rapport sur les risques éventuels liés à la production, à la transformation et à la consommation d'insectes en alimentations animale et humaine. Depuis quelques années, l'usage de produits à base d'insectes suscite un [intérêt croissant](#) (qualité des protéines, impact environnemental et économique, investissements moins lourds). Plus de 2000 espèces d'insectes ont été répertoriées comme comestibles et ce rapport identifie quatre insectes qui auraient un intérêt alimentaire particulier, en tant que source alternative de protéines : la mouche domestique, le grillon, le ver à soie et le ver de farine.

L'EFSA a évalué les risques biologiques, chimiques et allergiques pour le consommateur, ainsi que les risques environnementaux liés à la production. Parmi ses conclusions, l'Agence estime que les risques biologiques, par transmission par exemple de contaminants microbiens, sont possibles, du fait notamment de l'utilisation de protéines animales pour l'alimentation des insectes. Le rapport signale certaines lacunes sur les connaissances des risques chimiques, en particulier le fait que l'insecte peut véhiculer des substances provenant d'un autre substrat (sol par exemple). Le risque allergique est également signalé pour la consommation humaine d'insectes, mais aucun cas n'est cité chez l'animal, de compagnie ou de production. Les risques environnementaux sont liés aux besoins en eau et en énergie et à l'occupation des territoires des élevages d'insectes.

Les avis sont encore partagés sur le taux de conversion protéique de cette filière et son empreinte carbone, par rapport aux filières traditionnelles : l'EFSA cite deux études, [l'une](#) concluant à des constantes meilleures pour la production d'insecte (aux conditions de laboratoire), [l'autre](#) à des taux identiques (dans des conditions naturelles).

Signalons enfin que si l'entomophagie est pour l'instant sporadique sur le territoire européen, trois États membres ont déjà réalisé une analyse de risques : les Pays-Bas, la Belgique et la France ([avis d'avril 2015](#) de l'Anses).

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : EFSA

http://www.efsa.europa.eu/sites/default/files/scientific_output/files/main_documents/4257.pdf

Présence de nanoprotéines dans l'alimentation : est ce positif, négatif ou sans importance ?

Un article paru dans *Food magazine* le 14 octobre 2015 fait un point sur le recours aux nanotechnologies en agro-alimentaire. Le débat sur les nanotechnologies fait souvent écho, depuis des années, à celui sur les organismes génétiquement modifiés, et leur introduction dans l'environnement et la chaîne alimentaire inquiète parfois le consommateur. Or à ce jour le recours aux nanos en industrie agro-alimentaire est encore relativement peu fréquent.

Une [étude néo-zélandaise](#), publiée sur cette question en 2014, rappelle d'abord que les nanos sont présentes à l'état naturel dans l'alimentation. En effet, les trois principaux composants alimentaires – protéines, glucides et lipides – existent à l'échelle nanométrique. On peut citer les protéines du lait, les caséines, qui se présentent sous forme de micelles (sphères de quelques nanomètres à quelques dizaines de nanomètres de diamètre), ou encore le collagène (présent en structures nanofibrillaires).

Toutefois, la question qui fait débat est celle de l'intérêt de l'usage de nanotechnologies manufacturées en agro-alimentaire, soit dans l'aliment proprement dit par introduction de nanoparticules lors du processus de fabrication, soit au contact de l'aliment, sur l'emballage. Les nanoparticules présentent des propriétés intéressantes : certains types de nanocaséines pourraient faciliter l'assimilation de la curcumine, substance anticancéreuse présente dans l'épice curcuma. En revanche, d'autres nanosubstances, telles les fibrilles amyloïdes, doivent être considérées avec prudence compte tenu d'incertitudes sur leur innocuité.

L'étude conclut sur l'importance de disposer d'une liste des produits alimentaires du commerce contenant des nanomatériaux, qui pourrait être actualisée régulièrement par les agences sanitaires. À défaut de listes officielles, des enquêtes privées sont effectuées et, par exemple en 2014, un [rapport](#) de l'ONG *Les amis de la terre* avait mentionné la présence de nanomatériaux dans de nombreux aliments de consommation courante dont certains, comme les sucettes, destinés aux enfants.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Food magazine*

<http://www.foodmag.com.au/features/nanoproteins-in-food-%E2%80%94-good-bad-or-irrelevant?sf41812294=1>

COLLOQUES

Colloque « Débattre des technologies : un enjeu territorial ? »

Quels sont les enjeux des choix technologiques pour les territoires ? Comment l'innovation et les technologies se mettent-elles à leur service dans le contexte notamment de la transition énergétique ? Comment les territoires « pensent »-ils les nouvelles technologies et les différentes formes d'innovation (technologique, managériale, sociétale, etc.) et comment les anticipent-ils ? Quelle place est-elle accordée à la concertation et à la question de l'approbation de ces innovations ? Autant de questions qui ont été abordées lors du colloque co-organisé le 5 novembre par l'Institut des Hautes Études pour la Science et la Technologie, l'Institut des sciences de la communication et le *think-tank* Décider ensemble.

Croisant les approches, ce colloque a permis de porter un regard pluridisciplinaire sur la définition d'un « territoire » et sur son évolution au cours du temps, ainsi que sur les modalités d'interdépendance entre la construction des territoires et les choix technologiques. Les controverses suscitées par les technologies d'aujourd'hui ont également été discutées.

L'agriculture a été abordée à plusieurs reprises. Ainsi, pour illustrer les enjeux des choix technologiques pour les territoires, François Houllier (INRA) a mis en avant les deux dimensions intrinsèques de l'agronomie, « une science des localités », à la fois universelle (utilisation de technologies transversales non liées à un espace donné) et ancrée à un « terroir » / territoire (diversité des écosystèmes agricoles).

Concernant la manière dont les territoires favorisent et mettent en œuvre l'innovation technologique, le secteur de l'agriculture a été pris en exemple par Gilles Fumey, géographe : ce sont les caractéristiques d'une campagne (son histoire, sa religion, ses richesses, etc.) qui déterminent l'arrivée de nouvelles technologies. Il souligne que certains territoires agricoles détiennent un projet social, comme le département du Gers qui s'est engagé dans l'agriculture biologique, avec son collectif de paysans portant des pratiques culturelles originales (suppression des labours, suppression de l'irrigation en période caniculaire, etc.).

Une réflexion intéressante et commune à plusieurs intervenants a porté sur la nécessaire

mise en perspective historique et culturelle des territoires français – quels qu'ils soient – avant d'envisager l'implantation d'innovations ou de nouvelles technologies.

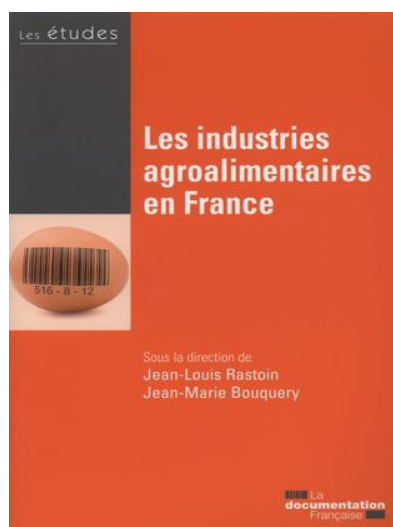
Christine Cardinet, Centre d'études et de prospective

Source : Décider Ensemble

<http://www.deciderensemble.com/billetterie/offre/47955-t-debattre-des-technologies-un-enjeu-territorial>

OUVRAGES

Jean-Louis Rastoin, Jean-Marie Bouquery (dirs), *Les industries agroalimentaires en France*, La Documentation française, juin 2015, 253 pages



Publié dans une collection dédiée au monde contemporain et à ses évolutions, cet ouvrage brosse un large portrait des industries agroalimentaires (IAA) aujourd'hui en France. La douzaine de chapitres, écrits par des spécialistes reconnus chacun dans leur domaine, propose des analyses détaillées reposant sur des chiffres actualisés.

Une première série de textes décrit les IAA en termes de structures, d'acteurs et de territoires. Ils insistent sur les ressorts de leur localisation géographique, sur l'emploi dans les principales branches, leur organisation en pôles d'activités et en réseaux d'innovation. Ils précisent leur place dans la chaîne de valeur alimentaire, rappellent la diversité des structures de marché et leurs défis en matière d'innovation, le tout en insistant sur les spécificités financières, organisationnelles et stratégiques du modèle très français des coopératives.

D'autres chapitres présentent les nouvelles influences auxquelles sont soumises les IAA, découlant en particulier de la mondialisation des échanges et des nouvelles attentes des consommateurs. Si la France dispose de puissants fleurons internationaux, les nouveaux concurrents des pays émergents connaissent une forte croissance et constituent de réelles menaces pour nos firmes. Simultanément, les comportements des mangeurs évoluent vite, les marchés se segmentent en fonction des styles de vie, les mouvements associatifs et citoyens défendent de nouvelles causes alimentaires (santé, écologie), et la puissance des réseaux sociaux numériques oblige les IAA à s'adapter et à réagir (communication, certification).

Enfin, un troisième ensemble de chapitres traite de questions plus institutionnelles. Ils

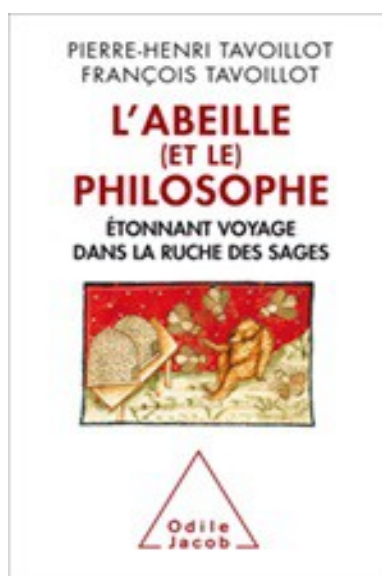
abordent entre autres les dispositifs interprofessionnels de gouvernance des filières, les politiques publiques nationales comme européennes, les objectifs prioritaires de ces interventions publiques (qualité, nutrition, information), les problèmes de formation, de R&D et de capital humain des IAA.

En conclusion, trois scénarios de prospective mondiale des systèmes alimentaires sont présentés, ainsi que les facteurs clés qui en découlent pour l'avenir des IAA françaises : produits, capacités d'innovation, structures de marché, gouvernance.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/3303331954088/index.shtml>

Pierre-Henri et François Tavoillot, *L'abeille (et le) philosophe. Étonnant voyage dans la ruche des sages*, Paris, Odile Jacob, mai 2015, 297 pages



Plus que n'importe quel autre animal, l'abeille a intrigué et captivé les hommes. À toutes les époques, les penseurs ont cherché à comprendre le fonctionnement de la ruche, ont développé des comparaisons avec l'organisation des sociétés humaines et, plus significatif encore, ont pris cette ruche comme modèle pour améliorer nos institutions sociales et politiques. Dans cet ouvrage érudit, alerte et plein d'humour, Pierre-Henri Tavoillot (philosophe à l'université Paris-Sorbonne) et son frère François (apiculteur professionnel) retracent les grandes étapes de cette "abeille philosophe", source inépuisable d'inspiration et d'imitation.

L'insecte butineur fut présent dans les premiers mythes, avec Aristée, Mélissa, ou la mort de la nymphe Eurydice. « Prudent », « civique », « travailleur » et « agronome », il fut très utilisé, dans l'Antiquité, pour comprendre les origines du monde et l'ordonnement de la nature, avec des auteurs comme Aristote, Virgile, Porphyre, Platon. L'abeille se fit théologique, à l'ère chrétienne, devenant une preuve animale de l'immaculée conception et un idéal de la vie monastique. Plus près de nous, elle servit la cause libérale avec Mandeville, fut le symbole de l'empire napoléonien, avant d'être tour à tour utilisée par les défenseurs de la monarchie, de l'aristocratie, de la République, de l'anarchie (Proudhon), du mutualisme, du communisme (Bachofen, Marx). La ruche apparut aussi comme un modèle d'humanisme, le butinage étant érigé en modèle d'acquisition de savoirs diversifiés (Pétrarque, Montaigne, Nietzsche), pendant que d'autres s'enthousiasmaient pour l'abeille géomètre et architecte (Voltaire, Réaumur, Buffon, Condillac, Huber). Aujourd'hui, si elle est mieux étudiée et comprise scientifiquement, elle n'est pas pour autant dégagée des voiles symboliques ou allégoriques dont toutes les époques l'ont affublée : elle fournit aux uns des marqueurs du développement durable (pollinisation, biodiversité,

services écosystémiques) et aux autres des métaphores de la révolution numérique (*swarm intelligence*, essaimage, réseaux participatifs).

Au terme de cet étonnant voyage dans la “ruche des sages”, on ne peut qu’être frappé par l’omniprésence de l’abeille dans tous les moments clés de la pensée occidentale, et dans tous les grands débats qui ont structuré cette pensée : homme/animal, nature/culture, corps/esprit, société/organisme, inné/acquis, etc.

Bruno Héroult, Centre d’études et de prospective

Lien :

http://www.odilejacob.fr/catalogue/sciences-humaines/philosophie/abeille-et-le-philosophe_9782738132512.php

BRÈVES

La Malaisie et l’Indonésie créent le *Council of Palm Oil Producer Countries*

Début octobre, la Malaisie et l’Indonésie, qui représentent 85 % de la production mondiale d’huile de palme, ont créé le *Council of Palm Oil Producer Countries* afin de travailler sur les normes de production, l’image de l’huile de palme, la stabilisation des prix et la coordination sur diverses thématiques (production, stocks, schémas de re-plantation, biodiésel). La création de cette instance intergouvernementale fait suite notamment à la signature, par plusieurs grandes compagnies de production d’huile de palme (Cargill, Golden Agri-Resources, Wilmar International notamment), de l’*Indonesian Palm Oil Pledge*.

Source : *Reuters*

<http://www.reuters.com/article/2015/10/14/indonesia-palm-ipop-idUSL3N12E22820151014#XUjVvTJomDUEs3kb.97>

Éclairages anthropologiques sur les patrimoines alimentaires infantiles

Le dernier numéro d’*Anthropology of food*, journal en ligne consacré aux sciences sociales de l’alimentation, s’intéresse aux patrimoines alimentaires infantiles, « déclinaison particulière des patrimoines matériels et immatériels peu étudiée dans une perspective anthropologique » : il s’agit là d’en analyser « sens, formes et fonctions » afin de « mieux comprendre les processus de construction et de transmission des identités infantiles ».

Le premier article, de Charles-Edouard de Suremain et Clarice Cohn, précise l’« ambition » de ce numéro, à savoir montrer que « l’alimentation ne peut être seulement appréhendée pour ce qu’elle véhicule en termes de modèles ou de normes », mais également en tant que vecteur (de la fabrication sociale de l’enfant), support (de la réappropriation du monde des adultes par l’enfant) et l’un des principaux outils du façonnement du monde propre à l’enfant. Suivent ensuite divers articles, issus de travaux conduits en France (milieux scolaire, familial, etc.), en Argentine, en Pologne et en Espagne.

Source : *Anthropology of food*

<http://aof.revues.org/7755>

Le principal syndicat agricole britannique interpelle le gouvernement sur le Brexit

Alors que le gouvernement britannique négocie actuellement avec l'UE de nouvelles conditions de l'appartenance du pays à l'Union, la NFU, principal syndicat agricole, a publié un [document de positionnement](#) dans lequel il rappelle l'attachement des agriculteurs britanniques à la construction européenne, au caractère commun de la politique agricole et à la libre circulation des travailleurs. Appelant à un contrôle plus fort de la part de la Commission européenne, afin d'éviter la fragmentation du marché commun et les distorsions de concurrence entre États membres, le syndicat conclut néanmoins qu'il ne pourra arrêter une position qu'une fois connues les conditions négociées du maintien ou de la sortie de l'UE.

Source : NFU

<http://www.nfuonline.com/assets/52824>

Publication d'une thèse : *Agriculteurs et apprenants au travail. La transmission professionnelle dans les exploitations agrobiologiques, une approche par les configurations sociales et les situations d'interactions*

Soutenue récemment par Fanny Chrétien, cette thèse en sciences de l'éducation s'intéresse aux dynamiques d'apprentissage des métiers agricoles et plus particulièrement aux canaux par lesquels s'opère la transmission de savoirs dans le champ de l'agriculture biologique. Dans un enjeu de renouvellement des générations en agriculture, elle avait pour objectif d'analyser la diversité des formes de transmission professionnelle par l'élaboration d'un modèle (construit à partir d'une enquête réalisée en exploitation maraîchère biologique) et d'une étude approfondie de trois cas de transmission dans des exploitations agrobiologiques.

Ce travail s'intéresse à des formes spécifiques de construction de savoirs, qui peuvent s'observer lors de transmissions, en particulier hors cadre familial, et qui se sont développées en dehors des institutions publiques et des structures officielles de formation, à l'instar des espaces tests agricoles. Enfin, cette thèse enrichit le débat sur les concepts et les définitions de ce qui fait professionnalité.

Sources : HAL

<https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01218035>

<https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01218035/document>

Les coûts médicaux liés à une consommation excessive de sucre, sel et graisses saturés estimés à 16,8 milliards d'euros en Allemagne

Dans un article publié récemment dans *PLOS One*, des chercheurs allemands évaluent les coûts qui auraient pu être directement évités, pour le système de santé allemand, dûs à des régimes alimentaires non équilibrés (notamment du fait de consommations excessives de sucre, sel et graisses saturées) et examinent plusieurs scénarios de réduction de ces consommations. Ces coûts ont été évalués, pour l'année 2008, à 16,8 milliards d'euros, soit 7 % des coûts totaux de traitement en Allemagne. Plus précisément, 8,6 milliards d'euros seraient liés à une consommation excessive en sucre, 8,6 milliards à celle en sel et 2,9 milliards à celle en graisses saturées).

Source : *PLOS One*

<http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0135990>

La protection sociale, nécessaire pour combattre l'insécurité alimentaire

La protection sociale contribue à l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire non seulement parce qu'elle permet une augmentation de la consommation, mais aussi parce qu'elle place les ménages dans de meilleures conditions pour produire des aliments et accroître leurs revenus. Telle est la conclusion du rapport annuel 2015 de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. L'articulation des mesures de développement agricole et rural avec des programmes de protection sociale permet de rompre le cercle vicieux de la pauvreté et de la vulnérabilité des habitants des zones rurales, notamment en relançant les investissements dans les activités économiques.

Source : FAO

<http://www.fao.org/publications/sofa/2015/fr/>

Signature d'un accord de coopération entre les agences sanitaires française et japonaise

Un accord de coopération a été conclu en octobre 2015, pour une durée de 5 ans, entre l'Anses et son équivalent japonais, la *Food Safety Commission of Japan* (FSCJ). Cette collaboration aura pour objectif de partager des données dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, et notamment sur l'évaluation des risques, dans les domaines d'intérêt communs aux deux agences : microbiologie alimentaire, aquaculture, biotoxines marines et contaminants. La FSCJ a notamment fait des études ces dernières années sur la contamination radioactive des aliments, la contamination des produits de la pêche par le méthyl mercure et les aliments génétiquement modifiés.

Source : Anses

<https://www.anses.fr/fr/content/l%E2%80%99anses-signe-un-accord-de-coop%C3%A9ration-scientifique-avec-son-homologue-japonais-dans-le-0>

Impact sur la santé du score nutritionnel de la FSA

Le 21 octobre, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a repris sur son site des conclusions publiées par une équipe française dans *Nutrition Clinique et Métabolisme* sur l'« étiquetage nutritionnel simplifié », obtenues à partir de l'étude SU.VI.MAX, une enquête suivie pendant 13 ans sur l'alimentation de 6 400 personnes. Les chercheurs ont évalué le score nutritionnel des différents aliments, à partir du score proposé par la *Food Standard Agency* britannique (FSA-NPS - *food standard agency nutrient profiling system*), basé sur différents critères de composition, et en ont déduit la valeur nutritionnelle des aliments.

Les travaux ont permis de constater, parmi l'échantillon de personnes de la cohorte SU.VI.MAX ayant le score le plus élevé, une fréquence plus importante de surpoids, maladies métaboliques, mais également de cancers d'ordre digestif. Des précisions complémentaires sur l'impact nutritionnel de ces pathologies pourraient être apportées par l'étude [NUTRINET](#), en cours d'analyse. Il serait toutefois opportun de prendre en compte, chez les sujets ayant développé des pathologies, l'existence ou non d'autres facteurs de risques potentiels.

Sources : Inserm

<http://www.inserm.fr/actualites/rubriques/actualites-recherche/l-etiquetage-nutritionnel-simplifie-un-atout-pour-la-sante>

Nutrition Clinique et Métabolisme

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0985056214708635>

La charte du Parc de la Vanoise rejetée par une majorité de communes

La presse nationale a largement rapporté le rejet de la charte du Parc de la Vanoise. Selon *Le Figaro*, les acteurs de ce territoire, qui rassemble quelques unes des plus grandes stations de ski du monde (Val Thorens, Courchevel, Tignes, La Plagne, etc.), ont de longue date reproché au parc d'entraver leur développement économique. Cette décision concordante d'une majorité de communes fait suite à des épisodes de tension entre partisans de la préservation du patrimoine naturel et de la biodiversité et défenseurs de projets d'équipements, au nombre desquels la séquestration récente du directeur du parc par des éleveurs réclamant des mesures supplémentaires contre les attaques de loup.

Sources :

Le Figaro

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/26/97001-20150926FILWWW00037-le-parc-de-la-vanoise-reduit-a-peau-de-chagrin.php>

Le Monde

http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/09/02/excedes-par-les-attaques-de-loups-les-eleveurs-retiennent-le-president-du-parc-de-la-vanoise_4743434_3244.html#

EVENEMENTS A VENIR

- 16-18 novembre 2015, Montpellier

Rencontre internationale sur le thème « Politiques alimentaires urbaines : marchés, restauration collective, connexions urbain/rural », organisée par la Chaire UNESCO Alimentations du monde et le CIRAD

http://urbanfoodpolicies2015.cirad.fr/index.php/urbanfood2015_fr

- 17 novembre 2015, Paris

Journée technique « Le sol : acteur-clé des territoires et du climat » organisée par l'Ademe

<http://www.jt-sol2015.ademe.fr/?>

[IdNode=12800&CurrentNode=12801&Lang=FR&KM_Session=e7580af5bc5a7901d60abe0fd8641976](http://www.jt-sol2015.ademe.fr/?IdNode=12800&CurrentNode=12801&Lang=FR&KM_Session=e7580af5bc5a7901d60abe0fd8641976)

- 17 novembre – 21 décembre 2015, Paris

Exposition « Habiter durablement nos territoires », conçue par le CGET

<http://www.cget.gouv.fr/actualites/habiter-durablement-nos-territoires>

- 18 novembre 2015, Paris

Conférence « Agriculture et bioéconomie, des solutions pour le climat », organisée par saf agr'iDées et la Fondation Jacques de Bohan

<http://www.safagrideas.com/evenement/agriculture-et-bioeconomie-des-solutions-pour-le-climat/>

- 18-19 novembre 2015, Orléans

Open agrifood, Forum International de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Distribution Responsables

<http://www.openagrifood-orleans.org/fr/>

- 20 novembre 2015, Avignon

Colloque sur le thème « Adaptation des forêts méditerranéennes aux changements climatiques » organisé dans le cadre d'un Carrefour de l'innovation agronomique organisé par l'Inra
<https://colloque.inra.fr/ciag-environnement>

- 23-25 novembre 2015, Lyon

Colloque international « Génie végétal et ingénierie végétale : compétences, réglementation et bénéfices »
http://www.webs-event.com/DOCUMENTS/ac_agebio15.pdf

- 23-27 novembre 2015, Paris

Exposition de photos « Vers une agriculture qui pourra nourrir durablement le monde »
<https://www.elancophotocompetition.com/ExhibitionTour.aspx>

- 24 novembre 2015, Paris

Session du séminaire « Développement durable et économie de l'environnement », sur la thématique « Conservation de la biodiversité et filières agricoles : au-delà de la certification ? », organisée par l'Institut du développement durable et des relations internationales, la Chaire développement durable de l'École Polytechnique et la Columbia Global Centers Europe
<http://www.iddri.org/Projets/Seminaire-Developpement-durable-et-economie-de-l-environnement/Conservation-de-la-biodiversite-et-filieres-agricoles-au-dela-de-la-certification>

- 24 novembre 2015, Toulouse

Table ronde organisée par la Mission Agrobiosciences « L'étiquetage nutritionnel, pour mieux comprendre un débat haut en couleurs »
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3996#.VgqehWM0-f0

- 26 novembre 2015, Paris

9^e édition du pilier "Alimentation" des Carrefours de l'Innovation Agronomique, organisée par l'Inra sur le sujet « Leviers pour réduire les pertes agricoles et alimentaires : comprendre, quantifier et analyser »
<http://www6.inra.fr/ciag/CIAG-Alimentation/Reduire-les-pertes-agricoles-et-alimentaires>

- 26 novembre 2015, Paris

Rencontres de droit rural, organisées par saf agr'iDées et l'AFDR, sur le thème « Forêt française : le réveil de la belle endormie ? »
<http://www.safagridees.com/evenement/rencontres-de-droit-rural/>

- 27 novembre 2015, Paris

Séminaire organisé par le CVT d'AllEnvi « Biologie de synthèse »
<http://www.allenvi.fr/actualites/2015/biologie-de-synthese-nouvelle-ingenierie-du-vivant>

- 30 novembre 2015, Paris

Rencontres scientifiques de l'Anses, sur le thème « Santé des abeilles : impact de la co-exposition aux facteurs de stress »
<https://www.anses.fr/fr/content/sant%C3%A9-des-abeilles-impact-de-la-co-exposition-aux-facteurs-de-stress>

- 1^{er} décembre 2015, Paris

Conférence « Agriculture & Capital - Quels partenaires pour le développement du capital des exploitations ? » organisée par l'APCA
<http://www.chambres-agriculture.fr/outils-et-modules/agenda/agenda/article/agriculture-capital/>

- 3-5 décembre 2015, Paris
13^e Rencontres du GROS, « La tentation des régimes »
<http://www.gros.org/le-gros/les-rencontres>

- 10 décembre 2015, Paris
Colloque « Communication et alimentation : les conditions de la confiance », organisé par le CNA
<http://www.cna-alimentation.fr/les-colloques>

- 10 et 11 décembre 2015, Nancy
9^{es} Journées de Recherche en Sciences Sociales, organisées par l'Inra, la SFER et le Cirad
http://www.sfer.asso.fr/journees_de_recherches_en_sciences_sociales/9es_jrss_2015_nancy

- 14 décembre 2015, Paris
Événement organisé par le Réseau de Recherche sur l'Innovation sur le thème « Le changement climatique : nouvelle frontière pour l'innovation ? »
<http://www.inra.fr/Entreprises-Monde-agricole/Evenements/2015Decembre14-changement-climatique>

- 14 décembre 2015, Paris
Colloque international organisé par FARM sur le thème « Investissements privés et développement durable : débats pour l'agroalimentaire en Afrique »
<http://www.fondation-farm.org/article966>

- 15 décembre 2015, Paris
Rencontres organisées par le GIS HP2E et le RMT Florad sur la Gestion durable des adventices
<http://www.inra.fr/Entreprises-Monde-agricole/Evenements/2015decembre15-maitriser-les-adventices-dans-de-nouveaux-contextes-de-production>

- 16 décembre 2015, Paris
Séminaire sur les « Caractéristiques et transformations des produits Bio », organisé par l'Inra et l'ITAB en partenariat avec le RMT TransfoBio
<http://www.inra.fr/Entreprises-Monde-agricole/Evenements/2015decembre16-Characteristiques-et-transformation-des-produits-Bio>